

La Russie et les « sécessionnismes » géorgiens

*Michel Guénec*¹

Rendu public en septembre 2009, le rapport Tagliavini², du nom de cette diplomate suisse, ex-numéro deux de la Mission des Nations unies en Géorgie (MONUG), commandée par la Commission européenne sur les raisons du conflit russo-géorgien d'août 2008, est bien décevant. Neuf mois d'enquête, 900 pages rédigées et, au bilan, peu de choses que les observateurs ne connaissaient déjà : la Géorgie a bien lancé une offensive dans la nuit du 7 au 8 août, mais la Russie n'a cessé de manipuler les partisans des sécessions dans le sens de ses propres intérêts. Rien de plus. Or c'est pourtant là, dans ce jeu russe, dans cette géostratégie pugnace et constante mise en place dès 1992 par Moscou, non seulement vis-à-vis de la Géorgie, mais plus largement vis-à-vis de tout l'espace postsoviétique, que réside la cause première de la guerre russo-géorgienne. Sa cause première et son résultat principal : celui d'avoir mis un terme probablement définitif et officiel à la fiction entretenue depuis quinze ans selon laquelle la Géorgie pourrait un jour recouvrer son intégrité territoriale.

La longue histoire des « sécessionnismes » géorgiens

Les aspirations sécessionnistes géorgiennes prennent leurs origines dans l'histoire des XIX^e et XX^e siècles. Celle de la dernière guerre russo-turque de 1877-1878, tout d'abord, qui débouche sur le massacre d'une partie des populations abkhazes

1. Docteur en géopolitique, Institut français de géopolitique.
2. À télécharger sur : <http://www.ceiig.ch/Index.html> (anglais).

HÉRODOTE

et plus généralement circassiennes, alliées des Turcs, l'exode massif vers l'Asie Mineure d'une autre partie et le repeuplement de la région par des populations russes (alentours de Sotchi) et géorgiennes³. L'histoire soviétique, ensuite, donne à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud des frontières, une autonomie et un statut politico-administratif⁴ au sein de la République socialiste soviétique de Géorgie et alors même que ces ethnies abkhaze et sud-ossète sont largement minoritaires sur leur propre territoire⁵. C'est là un facteur fondamental : la présence historique dans ces deux régions d'une forte population géorgienne⁶ dont le pouvoir local est plus tard encore renforcé par la violente politique dite de « géorgianisation » lancée par le Mingrèle Lavrenti Beria, chef du NKVD stalinien. Pourtant, malgré le poids des populations géorgiennes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, c'est le russe qui est utilisé comme langue de communication entre les différentes ethnies présentes dans ces deux régions. L'échec de la *perestroïka* gorbatchévienne, en affaiblissant l'autorité centrale soviétique, libère un nationalisme géorgien exacerbé par la sanglante répression des manifestations antisoviétiques de 1956 et 1989⁷ et la volonté de sécession des Abkhazes et des Sud-Ossètes (parfois encouragée par les PC locaux⁸). Trois facteurs constituent les éléments déclencheurs des conflits interethniques qui vont frapper la Géorgie entre 1991 et 1994 : les heurts violents qui opposent en juillet 1989 les communautés géorgienne et abkhaze sur la question de l'ouverture à l'université de Soukhoumi d'un département de langue

3. Certaines sources évoquent 90 % de la population abkhaze massacrée ou obligée de fuir (www.newtimes.ru, February 25, 2008). Selon une autre source, lors de l'arrivée des troupes tsaristes dans la région, en 1810, les Abkhazes musulmans représentent 40 % de la population totale. Leur expulsion vers l'actuelle Turquie – entrée dans l'histoire sous le nom de Makhadjirstva, les membres de la diaspora devenant les Makhadjir – se déroule en deux vagues : l'une suit la révolte de 1866 et l'autre la défaite turque de 1878. Après ces deux événements, la région aurait perdu près de la moitié de ses habitants, dont 80 % des Abkhazes musulmans (Abkhazia-Islam: Ne priljilos', www.era-abkhazia.org).

4. République autonome pour l'Abkhazie et *oblast* autonome pour l'Ossétie du Sud.

5. En 1989, date du dernier recensement organisé par le pouvoir soviétique, les Abkhazes ne représentent ainsi que 18 % de la population de la république autonome, contre 46 % pour les Géorgiens, 14,6 % pour les Arméniens et 14,2 % pour les Russes.

6. Entre autres, Mingrèles en Abkhazie (en fait à cheval sur la rivière Ingouri, aujourd'hui « frontière » administrative entre cette région et la Géorgie. En Ossétie du Sud, les Géorgiens sont présents bien avant l'arrivée des Ossètes qui ne s'y installent que poussés par les invasions mongoles.

7. Le 9 avril 1989 une manifestation nationaliste, anticommuniste et anti-abkhaze à Tbilissi (« dimanche noir »). Réprimée par le MVD elle fait officiellement 21 morts.

8. Les Ossètes du Sud demandent à être rattachés à l'Ossétie du Nord depuis 1925, les Abkhazes à la RSFSR au moins depuis les années 1970. En mars 1991, Abkhazes et Sud-Ossètes votent en faveur du « traité de l'Union », donc de la survie de l'URSS en tant qu'État.

géorgienne ; le vote en novembre 1989 par le Soviet suprême de l'*oblast* autonome d'Ossétie du Sud de l'unification avec l'Ossétie du Nord, suivi de la proclamation par le Soviet suprême d'Abkhazie en août 1990 de la souveraineté abkhaze dans l'Union soviétique, indépendamment de la Géorgie ; l'élection, enfin, en octobre 1990, sans l'aval de Moscou, à la tête de la Géorgie de l'ultranationaliste Zviad Gamsakhourdia qui en janvier 1991 lance son armée contre l'Ossétie du Sud. L'histoire aurait pu basculer en ce sens : après avoir expulsé ces « déchets d'Ossètes » par le tunnel de Roki⁹, comme Gamsakhourdia en avait l'intention, les troupes et la police géorgiennes se seraient retournées contre l'Abkhazie et auraient mis fin par la force à la question des sécessionnismes. Moscou en décide autrement : l'armée soviétique intervient pour éviter les massacres, soutenue, déjà, par des milliers de volontaires caucasiens.

Les Russes, dès lors, sont maîtres du jeu, pas seulement en Géorgie mais partout en Transcaucasie. Il est vrai qu'en ce début d'année 1991 les heurts interethniques, endémiques depuis la fin des années 1990¹⁰, sont en passe de se transformer en conflits ouverts mêlant nationalismes locaux et intérêts internationaux, tandis qu'en Tchétchénie, Djokhar Doudaev vient de s'emparer du pouvoir. La fin de l'URSS est proche. Au Kremlin, Gorbatchev s'apprête à céder la place à Boris Eltsine qui sera élu en juin au suffrage universel président de la RSFSR ; les républiques soviétiques s'apprêtent à voter une à une leur indépendance, quand ce n'est déjà fait. On aurait pu imaginer qu'avec la disparition de l'URSS la Russie et ses nouveaux dirigeants, qui, après tout, avaient eux aussi à faire face à d'immenses défis intérieurs, allaient se désintéresser de ces conflits régionaux. Il n'en fut rien. La politique « conservatrice » d'intangibilité des frontières intérieures soviétiques, érigée en dogme par M. Gorbatchev dès le début de la crise du Karabakh en 1988, est singulièrement poursuivie. Jamais le pouvoir soviétique, puis russe, ou les forces qui le représentent ou s'expriment en son nom ne laisseront entre 1991 et 1994 ces conflits s'envenimer et déborder de leur cadre régional. Les interventions soviétiques et russes en Géorgie comme ailleurs sont louables dans la mesure où elles ont probablement permis d'éviter des massacres ici d'Abkhazes ou d'Ossètes, là d'Arméniens, de Gagaouzes ou d'Azéris. Le problème est qu'en contrepartie, après avoir figé ces sécessionnismes dans le *statu quo*, la Russie les a immédiatement enrôlés au service de sa politique étrangère, qu'elle n'a, plus largement, jamais su décoloniser cette politique ni admettre que ses voisins avaient droit à une réelle indépendance débarrassée

9. Tunnel construit sous l'URSS reliant les deux Ossétie.

10. 1988 : Soukhoumi (Abkhazie), Soumgaït, Narodnyy Karabakh (Azerbaïdjan), Erevan, Lenakan, Kirovakan (Arménie), Bakou, Fizuli, Kirovabad (Azerbaïdjan) – 1989 : Tbilissi (Géorgie) – 1990 : Astary, Prishila, Bakou (Azerbaïdjan).

HÉRODOTE

des attaches qui lient le colonisé au colonisateur. Si, d'évidence, le nationalisme géorgien a offert par son extrême violence une mauvaise réponse aux problèmes des nationalismes abkhaze et sud-ossète, le nationalisme russe a, à rebours, mis en place toutes les conditions de leur émancipation pour mieux servir ses propres visées géopolitiques. En définitive, les Russes ont interdit à Gamsakhourdia de mener la politique territoriale qu'eux-mêmes se sont autorisée avec la violence que l'on sait dans le Nord-Caucase depuis 1994 !

À Moscou, la crise autour du Haut-Karabakh, qui ne cesse d'enfler depuis 1988¹¹, sert de grille d'analyse au conflit qui éclate en janvier 1991 en Ossétie du Sud. Deux groupes sont aux prises : les ultranationalistes, comme les « nationaux-communistes » ou les gens de l'Union civique, par exemple, constituée en mai 1992 autour de grands industriels, du général Alexandre Routskoï, numéro deux du Soviet suprême, et de quelques autres. Ceux-là s'opposent à la politique pro-occidentale du Premier ministre Egor Gaïdar et à sa « thérapie de choc », et poussent à une réorientation de la diplomatie russe vers l'espace postsoviétique. Les militaires qui entourent alors Eltsine et l'ont aidé lors du putsch d'août 1991 (les généraux Gromov, Gratchev, Kolesnikov, Lebeb, etc.) sont sur la même ligne. Deuxième groupe, celui des « suivistes », c'est-à-dire Boris Eltsine et son entourage, trop faibles pour s'opposer aux premiers et qui, dès lors, vont s'aligner sur leurs vues. Parmi les tenants du retour de la Russie dans son « étranger proche¹² », le général Pavel Gratchev, homme fort des forces armées russes nommé en mai 1992 ministre de la Défense, va jouer un rôle important dans la gestion des deux crises sécessionnistes¹³. Pour lui le Karabakh est l'exemple même de ce qu'il faut éviter : une révision par la force des frontières administratives des

11. Les combats les plus violents auront lieu pendant l'hiver 1992.

12. Cette notion d'« étranger proche » (*blizhnee zarubezh'e*) ou d'« extérieur proche » est formulée pour la première fois par Eltsine au début de 1993. Selon lui – et la doctrine militaire de novembre 1993 en est la parfaite illustration –, la Russie y jouerait un « rôle spécial de garant de la paix et de la stabilité ». Elle sonne, bien entendu, comme un lointain écho de la doctrine Brejnev dite de « souveraineté limitée ».

13. Sur l'importance du rôle du général Gratchev dans la politique extérieure russe de l'époque, voir, entre autres, Jan Krauze, « La montée en puissance de Pavel Gratchev », *Le Monde* du 23 mai 1994. En remerciement de son refus de faire tirer sur les manifestants moscovites comme le lui ordonnent les putschistes lors des événements d'août 1991, le général Gratchev est nommé par Eltsine (août à décembre 1991) président de la commission d'État de la RSFSR pour les questions de sécurité et de défense et vice-ministre de la Défense de l'URSS, puis (janvier 1992) premier adjoint des forces armées unifiées de la CEI et président du Comité d'État de la Fédération russe pour les questions de défense. Le 3 avril 1992, il est vice-ministre de la Défense et le 7 mai, ministre. Il restera en poste jusqu'en 1996.

républiques ex-soviétiques suivie de l'intervention de pays étrangers¹⁴ dans ce qui doit demeurer le pré carré russe. En 1992, le vice-ministre des Affaires étrangères, F. Chelov-Kovediaïev, publie ce qui constitue le premier rapport de son ministère sur la question des relations entre la Russie et les États postsoviétiques : « La Russie doit jouer un rôle de guide dans le domaine de la stabilité et de la sécurité dans tous les territoires de l'ex-URSS », peut-on y lire. L'URSS a disparu, et les nouveaux dirigeants russes, surtout les militaires qui s'inquiètent du manque de profondeur stratégique de la nouvelle Russie, cherchent à lui substituer l'ossature de la CEI. Or, comme le dit sans ambiguïté aucune le général Gratchev, « la CEI, c'est la Russie¹⁵ ». Le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev met rapidement sa diplomatie au diapason de l'opinion dominante au Kremlin : le retour en force de la Russie dans l'espace postsoviétique, « zone d'intérêts légitimes de la Russie » (Kozyrev), marque la condition *sine qua non* du renouveau de la puissance nationale. C'est là une doctrine qu'Evgueni Ambartsoumov, à l'époque président de la commission des Affaires étrangères du Soviet suprême, va bientôt présenter « comme une variante russe de la doctrine Monroe » inscrite « dans la continuité des doctrines de souveraineté limitée et du panslavisme ». En ce sens, elle ne constitue probablement pas une révolution par rapport à la diplomatie soviétique, ce qui n'est guère étonnant dans la mesure où elle est le fruit du travail de diplomates en activité peu avant la disparition de l'URSS et, singulièrement... d'Édouard Chevardnadzé, le dernier ministre des Affaires étrangères soviétique, nommé en mars 1992 à la tête de l'État géorgien¹⁶ avec la bénédiction du Kremlin.

Sur le terrain, cette doctrine est déclinée au moyen de trois outils diplomatiques que l'on va systématiquement rencontrer plus tard ou parallèlement aux événements géorgiens dans la gestion russe des conflits postsoviétiques¹⁷ : il s'agit premièrement de l'utilisation ou de la menace d'utilisation de la force militaire ; deuxièmement, de la sanctuarisation de l'organisation territoriale que l'État concerné a héritée de l'ère soviétique (maintien nominal dans cet État des entités juridiques autonomes qui existaient sous l'URSS), mais en interdisant de fait à cet État la possibilité de recouvrer son intégrité politico-territoriale. C'est

14. Comme l'armée russe et la diaspora arménienne (surtout américaine) aident militairement les forces arméniennes du Karabakh, la Turquie, l'Iran et plusieurs pays arabes font de même auprès de l'Azerbaïdjan.

15. Jan Krauze, *loc. cit.*

16. De retour en Géorgie le 7 mars 1992, Édouard Chevardnadzé est placé par le Conseil militaire, mis en place en janvier après la fuite de Gamsakhourdia en Tchétchénie, à la tête d'un Comité d'État chargé de mettre fin à la guerre civile. Il est élu président en octobre 1992.

17. Ainsi en Transnistrie et au Karabakh en 1992, en Crimée en 1994, en Moldavie avec le plan Kozak de 2003.

ce que fait la Russie au Haut-Karabakh, par exemple, en cherchant à obtenir que la région sécessionniste soit officiellement maintenue «juridiquement au sein de l’Azerbaïdjan, mais en essayant de lui obtenir un statut nouveau de type confédéral». Moscou utilisera cette méthode de pouvoir en Géorgie de façon particulièrement ambiguë et, tout en affirmant reconnaître officiellement l’intégrité territoriale du pays, ne cessera de préparer l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud à l’indépendance, même si celle-ci, dans l’optique russe, n’était pas inéluctable. On y reviendra. Troisièmement, de l’utilisation de la CEI qui nimbe le tout d’un halo de respectabilité internationale. La mise en œuvre de ces outils diplomatiques est facilitée dans le cas géorgien par plusieurs facteurs endogènes : l’amateurisme des gouvernements locaux et des oppositions, leur méconnaissance des intérêts stratégiques de leur pays et, en général, le manque de maturité politique des peuples concernés ; la haine des militaires russes envers E. Chevardnadzé considéré comme l’un des fossoyeurs de l’URSS¹⁸. Alors que les militaires russes sont très largement aux commandes de la diplomatie de leur pays dans cette région du monde, ce second facteur revêt une extrême importance.

Dès août 1992, alors qu’il vient de rééditer l’erreur commise par Gamsakhourdia l’année précédente en lançant sur l’Abkhazie 10000 hommes de la Garde nationale géorgienne, du ministère de l’Intérieur et des milices *Mkhedrioni*, ce même Édouard Chevardnadzé va pouvoir juger sur pièces de la dureté et la pugnacité des principes diplomatiques russes. Il aurait dû se méfier, d’autant plus qu’en mai, poussés par Moscou, les pays de la CEI (dont ne fait pas encore partie la Géorgie) ont signé, à Tachkent, un Traité de sécurité collective (TSC) qui donne désormais aux interventions militaires russes un semblant de légitimité collective¹⁹ dans l’espace postsoviétique. En juin, déjà, il avait dû se résoudre à signer avec Boris Eltsine une paix humiliante pour l’armée géorgienne mettant fin à un an de conflit en Ossétie du Sud²⁰ mais sanctuarisant de fait la présence militaire

18. Fin août 2002, le Conseil de la Fédération demandait ainsi au président Poutine que Chevardnadzé soit condamné pour «trahison». Le Conseil, après que les États-Unis eurent rendu publique la violation de la frontière géorgienne le 23 août par des avions russes, entendait ainsi, en guise de protestation, demander la révision de la frontière entre la Russie et les États-Unis, frontière agréée par Chevardnadzé et James Baker en 1990.

19. Semblant de légitimité dans la mesure où peu après la signature du TSC les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la CEI, réunis à Moscou le 19 juillet 1994, avaient tous refusé, à l’exception du Tadjikistan, d’engager leur pays dans des opérations de maintien de la paix conduites par la Russie en Abkhazie.

20. La paix est signée en juin 1992 entre les deux présidents à Dagomys (près de Sotchi). En accord avec ce traité, des forces de maintien de la paix composées de troupes russes, ossètes et géorgiennes sont introduites en Ossétie du Sud à partir du 14 juillet 1992. La composante russe de la force tripartite de maintien de paix (*Smechannye Sily po podderzhaniiou mira*, SSPM)

russe dans cette région sécessionniste. Chevardnadzé aurait donc dû anticiper la réaction russe et tirer les leçons de l'aventure de Gamsakhourdia en Ossétie du Sud, qui n'avait fait que conforter encore les Abkhazes dans leur volonté d'indépendance et provoquer l'isolement de la Géorgie sur la scène internationale. Mais, en août 1992, le président géorgien a-t-il le choix ? En Abkhazie, après la déclaration unilatérale d'indépendance formulée en juillet par le Soviet suprême local, encouragée par la défaite géorgienne en Ossétie, et les heurts interethniques qui ont suivi, la tension est explosive. Deux cents cinquante mille Géorgiens demandent sur place aide et protection. La suite de l'intervention géorgienne en Abkhazie fait partie de ces épouvantables drames humains que cette région du monde n'a que trop connus.

La réaction de Moscou est en tout point conforme aux principes édictés par ses diplomates et ses militaires : après avoir aidé les forces armées abkhazes à défaire les troupes géorgiennes, Moscou leur interdit de poursuivre ces dernières au-delà de la rivière Ingouri²¹ qui marquera dès lors la ligne de démarcation entre la Géorgie et l'Abkhazie, et le long de laquelle, sur les deux rives, l'armée russe, officiellement sous mandat CEI, s'installera conjointement avec quelques observateurs des Nations unies (MONUG) à partir de mai 1994. Les pressions russes sur les autorités abkhazes sont tout sauf amicales : menace de coupure électrique, de suppression d'un crédit de 25 milliards de roubles, menace de rétorsion militaire même (Jan Krauze, *Le Monde*). Face aux jusqu'au-boutistes comme le Tchétchène R. Khasboulatov, président du Soviet suprême russe, ennemi personnel d'Eltsine, pro-abkhaze et anti-Chevardnadzé, le ministère russe des Affaires étrangères semble avoir toutefois joué un rôle modérateur. Quoi qu'il en soit, le message russe est clair : les Abkhazes, comme hier les Ossètes, sont autorisés à se défendre, mais à l'intérieur de leur république. En juillet 1993, quand l'insurrection zviadiste²² prend à revers l'armée géorgienne depuis la région de Zougdid, cette

comprend officiellement 587 hommes, soit l'équivalent d'un bataillon. En signant ce traité, la Russie reconnaît l'intangibilité des frontières géorgiennes. En Ossétie du Sud, la composante géorgienne représente encore à cette époque quelque 30 % de la population.

21. Un premier accord de cessez-le-feu avait été signé à Sochi entre les indépendantistes, Moscou et Tbilissi le 27 juillet 1993. Le cessez-le-feu est rompu par les Abkhazes mi-septembre, qui profitent de l'insurrection zviadiste qui a éclaté fin juillet dans la région de Zougdid, sur les arrières de l'armée géorgienne. Les autorités russes ont alors, tout en aidant Chevardnadzé à combattre les insurgés zviadistes, fait pression sur les autorités abkhazes pour qu'elles fassent cesser leur offensive, y compris, selon certaines sources, en les menaçant de représailles militaires. En 1992, Moscou avait de même fait pression sur les forces ossètes pour qu'elles ne poursuivent pas leur progression vers le sud.

22. Néologisme formé à partir du nom du premier président géorgien de l'après-soviétisme, Zviad Gamsakhourdia.

HÉRODOTE

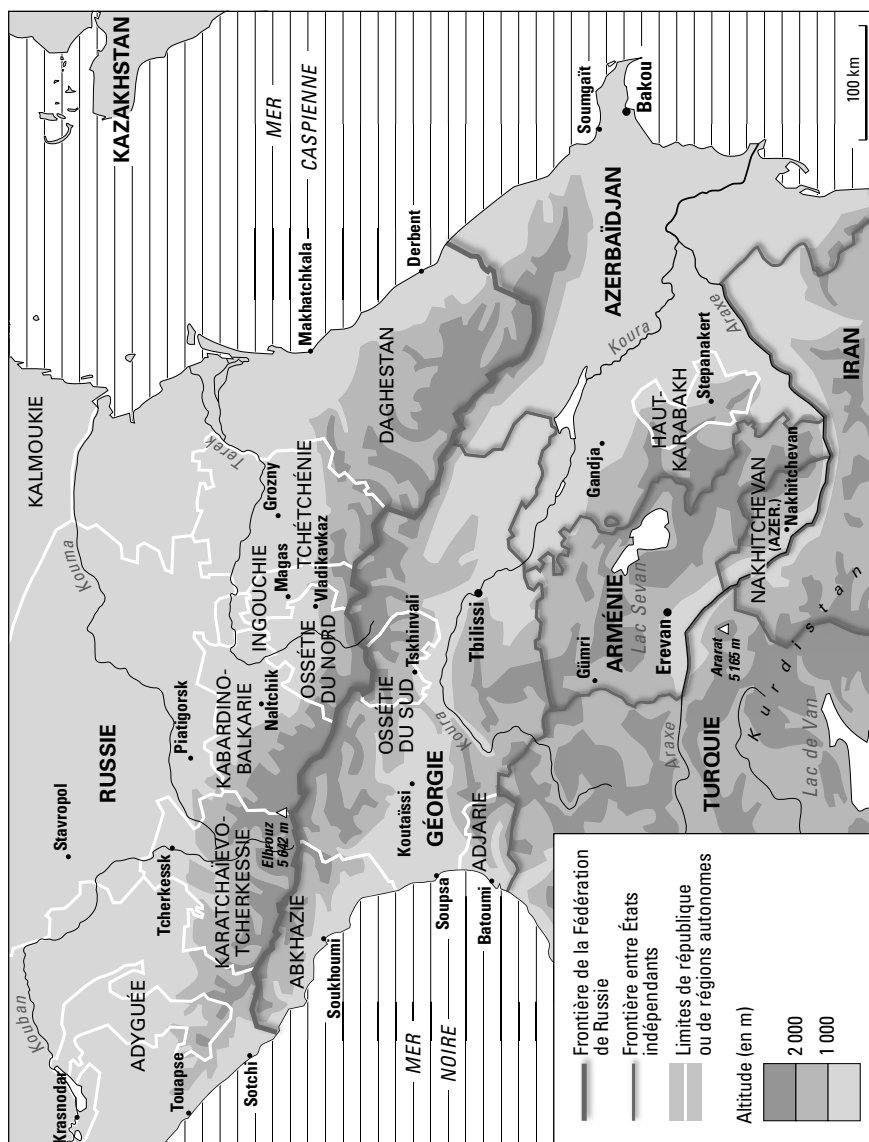
dernière est approvisionnée en armes et des soldats russes des troupes de marine sont débarqués pour l'aider à défaire les insurgés. En remerciement, la Géorgie adhère à la CEI en décembre 1993 peu après l'Azerbaïdjan dans des circonstances étonnamment similaires.

La *pax russica* s'impose à la région avec l'accord tacite des Nations unies²³ et d'Occidentaux peu enclins à se mêler de conflits ethniques au cœur du Caucase alors même que la Yougoslavie vient de plonger dans la violence. En définitive, l'intervention russe en Géorgie comme au Karabakh ou en Transnistrie arrange les uns et les autres, Russes et Occidentaux à tout le moins. Les conflits abkhaze et sud-ossète entrent alors dans une longue phase d'immobilisme qui ne s'achèvera qu'à la fin août 2008 lorsque Moscou reconnaîtra officiellement l'indépendance des deux régions.

La Russie est le grand vainqueur des deux conflits géorgiens. En mai 1994, après avoir obligé dirigeants géorgiens et abkhazes à venir signer à Moscou un traité de paix, l'armée russe s'installe en Abkhazie. Peu avant, le 3 février 1994, un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avait été signé. En mars 1995, un nouvel accord autorise ensuite Moscou à ouvrir quatre bases en Géorgie et à prendre en charge la surveillance de ses frontières extérieures. De l'Abkhazie, à l'Ossétie, en passant par l'Adjarie et la capitale, Tbilissi, le maillage militaire russe du territoire géorgien est total (voir tableau 1). Les gardes-frontières russes se déploient à la frontière entre la Géorgie et la Turquie, en vallée de la Pankisi. Ils y resteront jusqu'en 2000. Les militaires, eux, y sont toujours.

23. Le déploiement des forces russes de maintien de la paix en Abkhazie a été approuvé le 21 juillet 1994 par le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon M. Miyet, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies en charge du département des opérations de maintien de la paix le déploiement de forces russes de maintien de la paix en Abkhazie a à l'époque été voté par le Conseil de sécurité « pour des raisons pratiques, budgétaires et politiques » (interview avec l'auteur, École militaire de Paris, 1^{er} décembre 2000).

CARTE 1. – LES RÉPUBLIQUES TRANSCAUCASIENNES



Hérodote, n° 138, La Découverte, 3^e trimestre 2010.

TABLEAU 1. – UNITÉS MILITAIRES RUSSES
DÉPLOYÉES EN ABKHAZIE ET EN OSSÉTIE DU SUD, 2009-2010

Abkhazie	<p>Armée de terre 7^e base militaire/ 131^e régiment de fusiliers motorisés (rattachés à la 58^e armée du Nord-Caucase) (EM: Goudaouta/Bombora)</p> <p>Superficie de la base : 150 hectares</p> <p>2 compagnies renforcées : Gali, Vallée de la Kodori,</p>	<p>- 3 600 hommes, dont seule une moitié déployée en Abkhazie, l'autre moitié demeurant à Maïkop (république des Adyghéens);</p> <p>- 1 bataillon de chars moyens à 41 chars T-90A et 3 bataillons de fusiliers motorisés, soit 150 BTR-80 et BTR-80A;</p> <p>- 2 groupes d'obusiers automoteurs 2S3 <i>Acacia</i> de 152 mm, dont 1 appartenant au 944^e régiment d'artillerie de la Garde (20^e division de fusiliers motorisés de Volgograd/Gorgovsk, RM du Nord-Caucase);</p> <p>- 1 groupe de LRM BM-21 <i>Grad</i> et de 9P140 <i>Uragan</i> de 220 mm;</p> <p>moyens d'appui feu sol-air et sol-sol du régiment (Osa-AKM, ZSU-23-4 <i>Shilka</i> et 2S6M <i>Tunguska</i>);</p> <p>- 1 batterie antiaérienne S-300PS (?);</p> <p>- détachement de guerre électronique</p>
	<p>Armée de l'air et aviation d'armée</p>	<p>- pas d'avions <i>a priori</i>, quelques hélicoptères de servitude Mi-8 ou 17 et de combat Mi-24</p>
	<p>Gardes-frontières : EM: Gali et Gagra</p> <p>base navale d'Ochamtchira et une vingtaine de postes terrestres</p>	<p>- 800 à 850 hommes, dont des Abkhazes, bientôt portés à 1 500;</p> <p>- véhicules divers, dont des blindés;</p> <p>- 4 patrouilleurs type <i>Mangust</i> et <i>Sobol</i> (nombre bientôt porté à 8)</p>
Ossétie du Sud	<p>Armée de terre 4^e base militaire : 693^e régiment de fusiliers motorisés (19^e DFM de Vladikavkaz), renforcé par 1 bataillon du 135^e régiment de fusiliers motorisés</p> <p>Implantation sur 3 bases : 1. Tskhinvali, 2. Djava/Ougardanta, 3. Kancheviti,</p> <p>Héliports à Djava et Akh'algori Piste d'aviation en construction à Achabeti/Kekhvi</p>	<p>- 3 600 hommes, dont seule une moitié déployée en Ossétie, l'autre moitié demeurant à Vladikavkaz (ON);</p> <p>- 1 bataillon de chars moyens à 41 chars T-72B;</p> <p>- 3 bataillons de fusiliers motorisés, soit 150 BMP-2;</p> <p>- 2 groupes d'obusiers automoteurs 2S3 <i>Acacia</i> de 152 mm;</p> <p>- 1 groupe de LRM BM-21 <i>Grad</i>;</p> <p>- moyens d'appui feu sol-air et sol-sol du régiment (Buk-M1 et 2S6M <i>Tunguska</i>);</p> <p>- détachement de guerre électronique</p>
	<p>Gardes-frontières Une vingtaine de postes sur tout le territoire sud-ossète</p>	<p>1 000 hommes, dont des Sud-Ossètes, véhicules divers, dont des blindés;</p>

Sources : presses russes.

Le sort de ces sécessionnismes ne va cesser d'empoisonner les relations entre Moscou et Tbilissi jusqu'au séisme d'août 2008. Initialement, Chevardnadzé pense pouvoir obtenir l'aide de Moscou pour recouvrer l'intégrité territoriale de son pays. Après tout, Moscou reconnaît officiellement cette intégrité, même si, en 1992 et 1993 encore, des personnalités politiques russes comme le président et le vice-président du Soviet suprême de Russie, Rouslan Khasboulatov et Alexandre Routskoï, par exemple, réclament déjà une annexion militaire de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud pour protéger sur place les populations russes. De plus, Chevardnadzé a besoin de l'appui russe pour se maintenir au pouvoir : l'opposition zviadiste est encore puissante, l'économie ruinée, le pays se dépeuple rapidement sous l'effet de la chute de la natalité et de l'émigration, le gaz qui sert à chauffer les foyers est russe, la dette extérieure importante, etc. Une large partie du territoire échappe à l'autorité du pouvoir central : l'Ossétie et la riche Abkhazie, certes, mais aussi la vallée de la Kodori, contrôlée par des milices semi-mafieuses svanes, l'Adjarie, que son gouverneur, Aslan Abachidzé, mi-homme d'affaires, mi-chef mafieux dont les liens avec les milieux affairistes russes sont notoires, a transformée en État quasi indépendant, et ces zones grises, à peine reliées au reste du territoire, que sont les régions de Samtskhe-Djavakhétie, peuplées essentiellement d'Arméniens, et de Bolnisi, Marneuli et Kvemo Kartli où vivent d'importantes populations azéries.

En ces années 1994-1996, E. Chevardnadzé a donc un besoin impératif de l'aide russe et n'a guère d'autre choix que d'aligner sa diplomatie sur celle de Moscou : la Géorgie adhère à la CEI, l'accord concédant à la Russie quatre bases militaires est finalisé et la première guerre de Tchétchénie soutenue, tout au moins au travers d'une neutralité affichée²⁴. Cette guerre va pourtant abattre comme un château de cartes les mesures de confiance que les deux pays avaient su si difficilement mettre en place. De pays instable, périodiquement agité par un nationalisme turbulent orienté vers ses minorités ethniques qu'il convient de canaliser, la Géorgie acquiert subitement aux yeux des Russes le statut de base arrière géographique de la rébellion nord-caucasienne. Ce n'est d'ailleurs pas tant le « territoire géorgien » lui-même, relativement bien surveillé par les autorités, qui pose problème que l'Ossétie et, surtout, l'Abkhazie qui se transforment rapidement en zones de transit de tous les trafics de et vers la Tchétchénie. Pour Moscou, le *statu quo* est plus que jamais impératif : dès décembre 1994, la Russie ferme sa frontière avec l'Abkhazie aux mouvements de personnes, de véhicules et de

24. En mai 1999, le ministre des Affaires étrangères tchétchène, M. I. Idigov, révélait l'existence d'un accord secret russo-géorgien, signé en 1996, par lequel Tbilissi s'engageait à fermer sa frontière avec la Tchétchénie en réponse à la fermeture par la Russie de sa frontière avec l'Abkhazie.

HÉRODOTE

trains, et coupe les liaisons postales et télégraphiques avec la région sécessionniste. À partir de 1996, Chevardnadzé ne se fait plus d'illusions quant à l'aide que Moscou est prêt à lui fournir pour réunifier son pays et commence à réorienter sa diplomatie vers Washington. Les États-Unis s'intéressent depuis longtemps à la région. Si les prévisions des géologues se révèlent exactes, la Géorgie deviendra une zone de transit des hydrocarbures, idéalement située entre la mer Caspienne et la mer Noire. En 1994, alors que le projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) commence à prendre forme sous l'impulsion d'Ankara, Washington et Tbilissi passent un premier accord dans le domaine de la lutte antiterroriste. Plus tard, la création du GUAM²⁵ en octobre 1997 à Strasbourg et le lancement du projet de construction de l'oléoduc BTC concomitant seront les deux symboles les plus emblématiques de ce retournement diplomatique géorgien. Au vrai – et c'est un phénomène récurrent de la politique étrangère russe de ces dernières années –, en cherchant à empêcher la dérive sécuritaire de Tbilissi vers les États-Unis, Moscou ne va réussir qu'à accélérer encore cette dérive. Le président géorgien devient rapidement gênant et est visé par au moins deux attentats, en 1995 et en 1998, dont un au moins, le premier, a probablement été orchestré avec l'aide logistique des services secrets russes.

À partir de 1999 et du second conflit tchéchène, les relations russo-géorgiennes se font plus conflictuelles encore. Les masques tombent. Au bout de cette dernière ligne droite, il y a la chute de Chevardnadzé, la guerre d'août 2008 et la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète par Moscou. Les motifs de tensions entre les deux pays sont nombreux : demande de fermeture des bases russes du sud de la Géorgie et de Tbilissi après le sommet OSCE d'Istanbul de 1999, introduction par Moscou en décembre 2000 d'un régime de visa entre la Géorgie et la Russie²⁶, combats en haute Kodori entre les forces abkhazes et un groupe de Tchétchènes venu de Géorgie, peut-être grâce à l'aide du ministère géorgien de l'Intérieur. Les combats font rage pendant tout le mois d'octobre 2001 et menacent de déclencher une nouvelle guerre entre la Géorgie et l'Abkhazie. Alors que Moscou utilise de plus en plus le dossier géorgien dans son jeu géopolitique avec Washington, la réorientation de Tbilissi vers les structures euro-atlantiques s'accroît avec en toile de fond les rumeurs d'invasion de l'Irak, un pays qui doit des milliards de dollars à Moscou et où travaillent plusieurs compagnies

25. On notera, ce n'est bien entendu pas un hasard, que les pays membres du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) sont également des pays dont le territoire accueille des bases militaires russes.

26. Moscou se venge ainsi du refus du président Chevardnadzé de laisser les troupes russes utiliser le territoire géorgien pour prendre à revers les rebelles tchéchènes. Ce régime ne s'applique qu'aux seuls Géorgiens et non pas aux Abkhazes ni aux Sud-Ossètes.

pétrolières russes, la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et l'annonce officielle de Chevardnadzé en novembre 2002 de sa volonté de faire adhérer son pays à l'OTAN (sommet de Prague). La rhétorique antigéorgienne de Vladimir Poutine n'est alors que trop calquée sur celle progéorgienne de Washington pour être due au hasard : le président russe évoque ainsi le droit de la Russie à la légitime défense « en conformité avec la charte de l'ONU », à des « frappes préventives » dans le droit fil de la logique qui l'avait déjà entraîné à transformer après les attentats du 11 Septembre les rebelles tchéchènes en suppôts d'Al-Qaïda. Mais le tropisme proaméricain de Tbilissi est désormais bien affirmé. En décembre 2002, un accord d'assistance militaire est signé avec Washington et, début janvier 2003, l'espace aérien géorgien est fermé aux avions russes ravitaillant la base de Batoumi. En mars de la même année, Tbilissi accorde aux militaires américains présents sur son sol le statut diplomatique. À la Douma, l'on craint déjà que Washington ne s'installe en Géorgie que pour mieux régler « par des méthodes militaires [...] les problèmes liés aux conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud » (Interfax, 16 avril 2003).

Pour autant, Chevardnadzé n'a plus à cette époque (au tournant des années 2002-2003), les moyens de sa politique antirusse. Son assise politique est de plus en plus fragile alors que son parti, l'Union des citoyens, et son propre entourage sont pris dans de multiples affaires de corruption. Bientôt Moscou utilise contre lui l'une de ses armes préférées : celle la dette énergétique contractée auprès des sociétés russes Itera et Gazprom. La réaction du président géorgien est quasi immédiate : le 28 mai 2003, la Géorgie passe avec Gazprom un « accord de coopération stratégique » qui prévoit, entre autres, la création d'une joint-venture destinée à réhabiliter les vieux gazoducs construits sous l'URSS sur le territoire géorgien pour transporter du gaz vers l'Arménie et la Turquie. Ce rapprochement avec la Russie passe mal auprès de la jeune opposition (M. Saakachvili, C. Natelachvili, N. Bourdjanadzé, Z. Jvania), mais aussi des Occidentaux et de la Turquie qui craignent que cette volte-face prorusse ne vienne porter un coup à leurs projets énergétiques dans la région (BTC et BTE). On connaît la suite : Chevardnadzé est renversé par la rue fin 2003 et remplacé par le pro-occidental Mikhaïl Saakachvili après une étroite médiation de l'ambassadeur américain et du ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov, celui-là même qui en mai 2004 obtiendra également le départ en exil à Moscou d'Aslan Abachidzé, le gouverneur de l'Adjarie, où il sera accueilli par son ami le maire de la ville, Iouri Loujkov.

La suite des relations russo-géorgiennes n'est plus, jusqu'à la guerre d'août 2008, qu'une longue série de tensions. Le début du premier mandat de Saakachvili laisse pourtant augurer de relations plus détendues qu'au cours des dernières années du mandat de Chevardnadzé. Il n'est pas impossible que Moscou ou, du moins, certains milieux d'affaires russes proches du pouvoir politique aient

HÉRODOTE

monnayé l'exil d'Abachidzé contre l'ouverture de l'économie géorgienne à leurs investissements. Quoi qu'il en soit, au lendemain du départ de l'ex-gouverneur d'Adjarie, M. Saakachvili ouvre spectaculairement l'économie géorgienne aux investisseurs russes en offrant le poste de ministre de l'Économie à Kakha Bendoukhidzé, un oligarque russe d'origine géorgienne. Le quasi-monopole russe de la fourniture d'énergie à la Géorgie, mis en place sous Chevardnadzé, est renforcé en janvier 2004 ; en février, un accord de patrouille conjointe entre les Russes et Géorgiens le long de la frontière avec l'Ingouchie, le Daghestan et la Tchétchénie est signé et l'influent M. Nadareichvili, président du Conseil suprême abkhaze « en exil », connu pour être un partisan acharné de la reprise par la force de l'Abkhazie, est limogé. À Tbilissi, les hommes d'affaires en provenance de Moscou se succèdent les uns aux autres et le Premier ministre Zourab Jvania leur ouvre grand tous les secteurs de l'économie géorgienne.

Le soutien russe aux régimes sécessionnistes

Toutefois, sur la ligne de démarcation avec les deux régions sécessionnistes, surtout l'Ossétie, la tension reste vive. Les incidents sont nombreux, provoqués la plupart du temps par l'indiscipline et la diversité des acteurs de terrain (milices, paramilitaires, Cosaques, volontaires nord-caucasiens, militaires, policiers, etc.), l'alcool, le nationalisme exacerbé des uns et des autres, l'imbrication des zones de peuplement géorgienne et sud-ossète, etc. La force d'interposition russe de Tskhinvali, comme en Abkhazie, joue mal son rôle et prend trop souvent fait et cause pour la partie sud-ossète. En juin 2004, le président Saakachvili dénonce « certaines forces impériales » (Interfax, 10 juillet 2004), des « éléments moins progressistes » qui en Russie recherchent la confrontation avec la Géorgie et conservent un « attachement irrationnel aux régions sécessionnistes » (Reuters, 28 juin 2004). De fait, à Moscou, si le ministère des Affaires étrangères poursuit son habituelle politique de *statu quo* sur les dossiers abkhaze et sud-ossète, la Douma, la plupart des grands partis politiques, certains généraux n'ont de cesse de jeter de l'huile sur le feu. Le 29 juillet 2004, après un tir d'avertissement des gardes-côtes géorgiens contre un navire marchand turc s'appêtant à entrer dans le port de Soukhoumi, la Douma prépare un projet de rétorsions « à caractère militaire et économique » contre la Géorgie. Le président de la commission de la Douma pour les Affaires de la CEI, Andreï Kokochine, et le vice-président de la Douma, Vladimir Jirinovski, affirment avoir été victimes en Ossétie et en Abkhazie de tirs géorgiens, puis Jirinovski et quarante députés de son parti affrètent un bateau et font route vers l'Abkhazie placée par Tbilissi sous embargo maritime. Le parti Rodina demande le rattachement de l'Abkhazie et de l'Ossétie à

Hérodote, n° 138, La Découverte, 3^e trimestre 2010.

la Fédération russe, des avions russes violent l'espace géorgien, et en juin l'armée russe lance le « plus grand exercice qu'ait connu la Russie » (Itar-Tass, 30 juin 2004) : quelque 800 soldats professionnels de la 76^e division aéroportée de Pskov, des troupes de marine de la flotte du Nord et un bataillon de la région militaire de la Volga-Oural, ainsi qu'une centaine de véhicules blindés, sont projetés vers l'Extrême-Orient depuis la partie ouest du pays. En août, elle mène en Arménie un autre exercice dont le thème est de repousser une invasion imaginaire « venant du Nord ». En janvier 2004, Poutine avait limogé Boris Pastoukhov, le président du Comité d'État, chargé de préparer l'accord « d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle » avec Tbilissi. Fin août, M. Saakachvili déclare que son pays et la Russie sont proches de la guerre (*Libération*, 23 août 2004). Il limoge pourtant, le 26 août, le général Ioukouridzé, le chef de l'état-major général géorgien, jugé trop belliqueux, peut-être sur demande de Washington. Face à l'intransigeance russe sur la question des sécessionnismes, le président géorgien va tout faire pour obtenir la fermeture des bases russes dans le sud de son pays comme Moscou s'était engagé à le faire lors du sommet de l'OSCE d'Istanbul en 1999 : les mouvements des militaires russes et le ravitaillement des bases sont entravés, le délai d'attribution de visas aux Russes allongé pour protester contre le refus de Moscou de simplifier les procédures d'entrée des Géorgiens en Russie. Également soumis aux pressions des Occidentaux, Moscou finit par céder. Les bases seront toutes fermées entre 2006 et 2008, peut-être grâce à une aide financière américaine.

À l'été 2006, Tbilissi recouvre sa juridiction sur la haute Kodori après une intervention des forces de police qui y désarment les milices svanes « Monadire »²⁷. Les armées abkhazes et russes demeurent l'arme au pied. Peut-être encouragé par ce dernier succès, ayant en tout cas mal évalué les limites de l'engagement américain dans la région, M. Saakachvili commet l'irréparable dans la nuit du 7 au 8 août 2008. Cette nuit-là, il fait entrer les forces spéciales de la police en Ossétie pour faire cesser les tirs d'artillerie contre les villages géorgiens. Peu avant, le 3 juillet, une attaque avait visé le convoi du chef de l'administration sud-ossète progéorgienne D. Sanakoev, blessant plusieurs policiers. Les échanges de tirs, de part et d'autre, n'avaient dès lors plus cessé. L'armée russe, en état d'alerte, en Abkhazie et en Ossétie du Nord depuis plusieurs semaines, réplique et écrase l'armée géorgienne. Trois jours plus tard, 12 500 km² (18 %), sur les 69 700 que compte le territoire géorgien, passent définitivement sous domination russe, dont la riche et splendide Abkhazie, privant le pays de ports en eau profonde

27. En juillet 2006, peu après le vote par le Parlement géorgien (18 juillet) d'une résolution appelant au remplacement des forces russes de maintien de la paix en Abkhazie et en Ossétie du Sud par une mission de police internationale, le chef des « Monadire », Kvitsiani Emzar, un proche de fameux parrain géorgien Tariel Oniani, avait lancé un appel à la sédition de la haute Kodori.

HÉRODOTE

(Omtchamchira, Gagra, Soukhoumi), d'infrastructures routières et ferroviaires essentielles à la liaison avec la Russie, d'aéroports (Soukhoumi, Goudaouta) et de centaines de sites touristiques parmi les plus beaux du Caucase.

Le cadre des actions russes

La manipulation des sécessionnismes géorgiens par la Russie est, on l'a dit, avant tout, au service de ses intérêts stratégiques. En 1991 et 1992, en aidant au rejet de l'armée géorgienne d'Ossétie du Sud et en aidant Chevardnadzé à se débarrasser de l'opposition zviadiste, les Russes cherchent d'abord à éviter la constitution à leur porte d'un régime antirusse qui pourrait, éventuellement passer des alliances avec des pays étrangers, puis – l'aventure zviadiste s'étant soldée par une guerre civile – à stabiliser la Géorgie dans ses frontières intérieures d'avant l'indépendance. Pas plus que Moscou ne défend au Kosovo une quelconque « solidarité slave », les Russes n'ont cure des Abkhazes et des Sud-Ossètes. Après tout, ces deux peuples n'ont-ils pas été les premiers à souffrir des embargos de toutes sortes, conséquences de la politique russe, surtout après la fermeture de leurs frontières avec la Russie au début du premier conflit tchéchène ?

La politique de *fédéralisation* évoquée ci-dessus est celle d'une vision nationaliste grand-russe de l'espace postsoviétique dont on repère les premiers signes dès 1993 dans la première doctrine militaire russe et dans un document du ministère des Affaires étrangères intitulé « Principes de la politique étrangère ». Ce document popularise la fameuse théorie des « trois cercles » reprise par A. Kozyrev : 1) relations avec la CEI, fondées sur des relations « amicales et contractuelles » ; 2) prévention de la formation aux frontières de la Russie d'une « zone tampon l'isolant de l'Occident » ; 3) développement des relations avec les grands pays occidentaux et avec le reste du monde.

Toutefois, cette politique est chargée de conflits – et c'est l'une de ses faiblesses, surtout après l'embrasement du Nord-Caucase – dans la mesure où elle ne pouvait que pousser la Géorgie à chercher auprès des États-Unis et de l'OTAN le soutien qui lui permettra de préserver son unité territoriale. Pour éviter cette réorientation pro-occidentale, la Russie se doit donc d'obtenir sinon un alignement de Tbilissi sur sa propre politique (c'est l'attitude de Chevardnadzé vers 1995), du moins sa neutralité. Et y a-t-il un meilleur moyen pour ce faire que de manipuler les sécessionnismes qui empêchent la constitution en Géorgie d'un pouvoir centralisé puissant ? C'est la politique du « ni-ni » à la russe : ni véritable indépendance pour l'Abkhazie, l'Ossétie, la Transnistrie ou la Crimée, ni véritable indépendance pour la Géorgie, la Moldavie ou l'Ukraine. Lorsqu'il reçoit M. Saakachvili

Hérodote, n° 138, La Découverte, 3^e trimestre 2010.

à Moscou en février 2008, le président Poutine ne dit pas autre chose en exigeant que la Géorgie renonce à adhérer à l'OTAN et accepte un statut de neutralité. C'est là le scénario déjà mis en place par la diplomatie russe en Moldavie.

De fait, toute l'histoire récente des relations russo-géorgiennes est une illustration de ce scénario. Aucun pays, pas même l'Ukraine de Viktor Iouchtchenko, pourtant si vilipendée, n'a fait l'objet d'autant de menaces, de pressions, d'injures ou d'ingérences dans ses affaires intérieures de la part du pouvoir russe que la Géorgie postsoviétique. Si les sécessionnismes ont été l'outil privilégié, Moscou a tout essayé pour amener Tbilissi à ses vues : fermeture de la frontière, embargos contre les produits agroalimentaires, coupures d'électricité, arrêts de fourniture de gaz, menaces d'intervention militaire. L'accueil en Russie d'opposants, parfois impliqués dans des tentatives de meurtres, des tentatives de coups d'État ou des prévarications de grande ampleur (l'ancien gouverneur d'Adjarie, A. Abachidzé, par exemple, ou Igor Giorgadazé, ancien chef de la sécurité d'État géorgienne, auteur de la tentative d'assassinat de 1995 contre Chevardnadzé), a été systématique. Aujourd'hui encore, l'opposition prorusse, réunie autour de l'ancien Premier ministre Zurab Nougaideli et de l'ancienne présidente du Parlement Nino Bourdjanadzé, est reçue officiellement à Moscou, financée, aidée matériellement et leurs discours anti-Saakachvili diffusés sur toutes les chaînes de télévision, le tout, bien entendu, « dans l'intérêt du peuple géorgien²⁸ ». Les appels au meurtre lancés par des hommes politiques ou médiatiques russes de premier plan contre le président Chevardnadzé puis le président Saakachvili ont été nombreux et parfois relayés par les médias. Dès son arrivée au pouvoir, ce dernier a également fait l'objet de campagnes diffamatoires éhontées le présentant tout à tour, trop souvent avec la complicité amusée de la presse occidentale, comme un fou, un simple d'esprit, ou un Hitler en puissance. Un député du parti de V. Jirinovski est allé jusqu'à financer un film pornographique mettant en scène des sosies du président russe et de la Première ministre ukrainienne, Ioulia Timochenko !

Éviter l'instauration d'un État antirusse sur ses marches, empêcher l'immixtion de l'OTAN, des États-Unis ou d'un autre pays étranger dans les affaires de la CEI (combler le « vide sécuritaire »), obliger les nouveaux États indépendants à entrer dans cette nouvelle Communauté des États indépendants (CEI), qui vient de voir le jour, sont les trois premiers facteurs qui poussent Moscou à intervenir en Géorgie et au Karabakh au début des années 1990. Avec le temps et les nouveaux événements géopolitiques qui viennent frapper l'isthme caucasien, les raisons

28. Vladimir Poutine : « Passer des alliances avec des groupes politiques géorgiens n'est pas synonyme d'ingérence dans les affaires intérieures [géorgiennes], mais signifie simplement vouloir poser la base d'une normalisation des relations interétatiques dans l'intérêt du peuple géorgien » (déclaration sur la chaîne Mir, 22 mai 2010, cité par Interfax du 23 mai 2010).

HÉRODOTE

de l'interventionnisme russe évoluent. Le conflit tchéchène transforme ainsi la Géorgie en un débouché naturel d'un Nord-Caucase qui cherche à prendre son indépendance. L'Abkhazie au nord et l'Ossétie du Sud, grâce au tunnel de Roki et plusieurs cols, sont particulièrement stratégiques, d'autant plus, on l'a dit, qu'elles deviennent rapidement des zones de ravitaillement des rebelles tchéchènes. Pour l'armée russe il importe donc de contrôler ces deux débouchés. Les liens économiques qu'ont établis depuis peu l'Abkhazie et la république russe des Karachais-Tcherkesses, par exemple, illustrent bien ce rôle de désenclavement que peuvent jouer l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud auprès des régions du sud de la Russie.

À Moscou, l'affirmation selon laquelle le rétablissement de la Russie comme puissance mondiale passerait par la domination de l'espace postsoviétique fait consensus. Le nationalisme grand-russe structure la vision des intérêts nationaux et la présence de bases militaires à l'étranger en est la manifestation ostensible. C'est là un fait primordial. Au-delà de cet aspect, ces bases – dépôts d'armes prépositionnées plutôt que bases opérationnelles – sont aussi pour la Russie un moyen pratique de contourner les accords relatifs aux forces conventionnelles en Europe (FCE) sur son flanc sud, le plus sensible, alors que la guerre en Tchétchénie demande des renforts et des armes que ce traité ne lui permet pas officiellement d'acheminer. L'accord de coopération militaire passé avec Tbilissi, le 28 juillet 1996, s'explique en partie ainsi. Avec l'adoption en novembre 1999 du traité FCE, dit *adapté*, la notion de groupes d'États parties (ou blocs), avec leurs limitations, disparaît pour être remplacée par un système de plafonds territoriaux et nationaux. Dès lors l'utilité de ces bases du sud de la Géorgie devient moindre. Une partie de leur armement est transférée aux bases russes d'Arménie. Elles ont, enfin, pu jouer, surtout dans les années 1990 quand le pouvoir géorgien était faible et exposé à un risque de renversement ou de guerre civile, un rôle de points d'appui à partir desquels l'armée russe aurait pu mener des opérations de stabilisation.

Deux autres facteurs expliquent également que ces bases aient pu subsister jusqu'en 2007. Le premier peut sembler paradoxal dans un contexte de tension incessante entre la Russie et la Géorgie : il s'agit de l'insistance mise par les autorités géorgiennes elles-mêmes à ce que ces bases demeurent ouvertes pour des raisons économiques et sociales. Celles-ci faisaient en effet vivre toute une population locale souvent issue des minorités ethniques (Adjares, Abkhazes, Sud-Ossètes et Arméniens). On sait que le président Chevardnadzé a longuement hésité avant de demander la fermeture de la base d'Akhalkalaki pour éviter que les Arméniens de la région ne protestent violemment comme l'ont fait, par exemple, les Abkhazes en 2002 lorsqu'il a été question de fermer Goudaouta. Le successeur de M. Chevardnadzé, il est vrai dans un contexte économique différent, n'a pas eu ces scrupules.

Demeure un dernier facteur, essentiel et lié d'ailleurs au nationalisme russe évoqué ci-dessus, il s'agit du facteur psychologique : la fermeture est ressentie par les militaires russes comme une nouvelle humiliation face à l'OTAN et aux États-Unis. Il est ainsi symptomatique que la thématique du retrait d'Allemagne, de Cuba et du Vietnam revient en boucle dans la bouche des responsables politiques et militaires russes alors que les pressions internationales se font pressantes pour que Moscou respecte les engagements pris à Istanbul en 1999 (Michel Guéneq, *Hérodote*). L'autre aspect de ce facteur psychologique est l'importance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud – au même titre, par exemple, que la Crimée – dans les cartes mentales des Russes, surtout des militaires. Elles sont un reste d'URSS, un symbole de l'influence russe face à une Géorgie pro-occidentale et antirusse. Enfin, il convient de garder à l'esprit que les indépendances de 1991 n'ont laissé à la Russie qu'un accès restreint à la mer Noire, une portion de terre quasi dépourvue d'infrastructures portuaires. D'où le caractère géostratégique des côtes d'Abkhazie qui possèdent des rades bien abritées et plusieurs ports en eau profonde. On se souvient ici des mots du général Gratchev, alors ministre de la Défense russe, qui dès 1993, dans le droit fil de la « doctrine Kozyrev », exigeait que les troupes russes demeurent en Abkhazie « pour ne pas perdre la mer Noire » [Itar-Tass, 18 janvier 1994] ou bien encore de ceux du vice premier ministre Sergueï Chakhraï affirmant que toute action militaire dans la zone de conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie devait être considérée comme un défi aux intérêts vitaux de la sécurité de la Russie.

De la politique de fédéralisation à la décision de reconnaître les indépendances

Ces différents facteurs stratégiques et géopolitiques, plus largement la vision russe de l'espace postsoviétique et la conception des relations internationales dans laquelle elle s'inscrit, se combinent, se renforcent ou se contrecarrent. D'autant plus que les acteurs sont multiples (militaires et paramilitaires, hommes d'affaires, diplomates, lobbies de l'énergie, du tourisme, partis nationalistes, Douma/Parlement géorgien, etc.), les intérêts et enjeux nationaux ou privés contradictoires, les inimitiés interethniques séculaires. Confrontée à l'affirmation pro-occidentale de la Géorgie, face à ses succès économiques et territoriaux aussi (reprise de la haute Kodori, de l'Adjarie), la politique de fédéralisation ne peut avoir qu'un temps. Le *statu quo* sied à Moscou sauf s'il permet à la Géorgie de trouver auprès de ses alliés suffisamment d'aide pour le remettre en cause. Enfin, la Géorgie, on l'a vu, se retrouve rapidement en position d'otage du dialogue entre la Russie et les États-Unis, en bilatéral et *via* l'OTAN. Or ce dialogue est depuis 1992 partout défavorable à Moscou. La Russie, malgré ses protestations, ses manipulations, ses pressions, ne

HÉRODOTE

cesse de céder du terrain (élargissement de l'OTAN et de l'UE, intervention alliée dans les Balkans, intervention américaine en Irak, installation de la MD en Europe centrale, retrait américain d'ABM, etc.) [Michel Guéneq, *Hérodote*] et de perdre en influence, y compris en Géorgie depuis l'arrivée au pouvoir de M. Saakachvili. La reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète aurait ainsi pu être utilisée par Moscou pour marquer la décision russe de refuser désormais tout recul. La Géorgie frondeuse dans la CEI, pro-occidentale et antirusse était la cible idéale, le point faible des structures euro-atlantiques. Seule manquait l'occasion.

La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les puissances occidentales est un événement central dans le processus qui mène à la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète, le 26 août 2008. La Russie laissait entendre, jusque récemment encore, qu'elle se satisfaisait d'une indépendance *de facto* des sécessionnistes géorgiens. Mais peut-être n'était-ce là après tout qu'une position d'attente de l'événement, de l'occasion qui lui permettrait de passer à la reconnaissance pleine et complète. Le Kosovo aurait joué ce rôle. On ne peut pas, à mon sens, exclure que la Russie ait manipulé le dossier kosovar, comme elle a joué et continue à jouer du dossier du nucléaire iranien, par exemple, pour atteindre un but qu'elle se serait secrètement fixé depuis longtemps : la reconnaissance des indépendances. Après tout, une large partie des facteurs évoqués ci-dessus plaide pour un passage à l'acte un jour ou l'autre. Cette reconnaissance est en tout cas utilisée par les nationalistes russes comme un exutoire à l'humiliation infligée au Kremlin par l'indépendance de la province serbe. Le président de la commission des Affaires internationales du Sénat russe, Mikhaïl Marguelov, fait ainsi le parallèle entre les deux événements une semaine à peine après la fin du conflit en Ossétie : « L'autodétermination du Kosovo a été justifiée par l'Occident par le génocide des Kosovars perpétré par le gouvernement serbe [...] En avançant cet argument, l'Occident aurait oublié que les leçons de l'histoire restent dans les têtes pour toujours » [RIA Novosti, 14 août 2008].

Il y a deux phases dans la politique abkhaze et sud-ossète de la Russie. Une phase d'observation, qui court de 1994 à 2005 environ, pendant laquelle la Russie met au pas le nationalisme abkhaze et sud-ossète puis isole les deux régions au plus fort du conflit tchéchène pour les raisons qu'on a dites. En 1994, un embargo frappe l'Abkhazie, mais il a avant tout pour but de contrôler les mouvements d'hommes politiques locaux vers les régions du Nord-Caucase et les trafics, d'armes et de drogue principalement. C'est également l'époque où, dans un entretien, le général Anua, le commandant du Groupe de forces est de l'armée abkhaze, pouvait s'interroger sur les raisons de l'intransigeance des services frontaliers russes²⁹.

29. Entretien avec l'auteur, 20 juillet 2000 à Ochamchira.

Cet embargo ne vise pas l'économie régionale qui, elle, est autorisée à demeurer ouverte sur celle des régions de Krasnodar au nord et de Zougdidji au sud. Sa levée, qui devient effective en 2000 comme on l'a vu, est d'ailleurs évoquée dès juillet 1999 par la Douma qui désire établir avec la région sécessionniste des « relations commerciales normales ». On reste ici dans le cadre de la classique politique russe de fédéralisation. Pas question de reconnaître l'indépendance ni d'accéder aux demandes répétées de rattachement ou d'association à la Russie formulées par l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, voire la Transnistrie³⁰. Le 18 décembre 2001, V. Poutine signe toutefois une loi qui permet l'admission de nouveaux sujets au sein de la Fédération. C'est là un premier pas vers la reconnaissance, mais en juin 2003 encore, l'examen de la demande d'adhésion de l'Ossétie du Sud à la Fédération russe par les commissions de la Douma pour les Affaires de la CEI, pour les questions de sécurité et pour les Affaires internationales débouche sur une fin de non-recevoir. Une bascule semble s'opérer en octobre 2004 après l'échec, en mai, de la tentative russe de faire reconnaître l'Abkhazie comme une « entité souveraine » de l'État fédéral géorgien³¹ : alors que Moscou exerce d'énormes pressions sur Sergueï Bagapsh qui vient d'être élu à la tête de l'Abkhazie contre le candidat prorusse, Raul Khadjimba, Alexandre Fomenko, le délégué russe auprès du Conseil de l'Europe, déclare que l'Abkhazie ne fait historiquement pas partie de la Géorgie, qu'elle n'a été qu'un « cadeau » de Staline à sa patrie de naissance. Une rhétorique identique est tenue sur la Crimée et la Transnistrie. Au cours de cette même conférence, un autre responsable russe qualifie de « compatriote » (*sootchestvennik*) toute personne « née sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou de l'Empire russe » ou sur le territoire des « États reconnus ou non reconnus » de cette même défunte URSS. C'est là une définition très large de la nationalité russe qui sonne déjà comme un avant-goût de la raison invoquée officiellement par le pouvoir russe pour envoyer son armée en Ossétie du Sud en août 2008 : la défense des citoyens russes. Le début de la distribution en masse de la nationalité russe aux Abkhazes date de cette année-là.

La deuxième phase des relations entre Moscou, Soukhoumi et Tskhinvali débute en août 2005 avec le Congrès de la CEI de Kazan. Ce congrès représente

30. Comme avant elle la Transnistrie, l'Abkhazie a demandé le 3 mars 2002 son admission dans la Fédération russe au titre de membre associé. Trois jours plus tard, le 6 mars, l'Ossétie du Sud formulait la même demande.

31. Il s'agit ici d'un calque du plan que D. Kozak avait essayé de mettre en place en Moldavie l'année précédente. Lors du sommet Russie-UE d'octobre 2006, V. Poutine va également proposer la constitution d'un « État commun » à l'image du plan mis en place en 1997 pour la Transnistrie par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, E. Primakov : une indépendance sous statut fédéral et sous surveillance russe garantie par traité.

pour la CEI ce que le discours de V. Poutine devant la 43^e session de la Wehrkunde en février 2007 représente pour les relations russes avec les structures euro-atlantiques : l'annonce que Moscou ne fera dorénavant plus de concessions. La Russie va désormais s'acharner à obtenir de la communauté internationale la reconnaissance de la légitimité des élections dans ces régions et des pouvoirs exécutifs issus de ces élections. En Géorgie est visé le renversement du régime de M. Saakachvili. Il s'agit de présenter ces régions comme des zones de « démocratie, disposant d'institutions représentatives et où se tiennent régulièrement des élections³² ». Les déplacements d'hommes politiques, d'universitaires d'Abkhazie, d'Ossétie, de Transnistrie, du Karabakh sont facilités, leur accès aux médias russes et étrangers, garanti. À Moscou, des groupes et mouvements nationalistes manifestent régulièrement leur soutien aux régions sécessionnistes géorgiennes avec l'accord des autorités. La presse commence à évoquer la constitution d'une « CEI parallèle ». Un premier pas vers l'indépendance officielle est probablement franchi lorsque, en septembre 2005, l'Ossétie du Nord-Alania signe avec l'Ossétie du Sud un accord d'« intégration socioéconomique » sans que le pouvoir central à Moscou ne réagisse. À cette date, cela fait déjà longtemps que les hommes d'affaires russes, le maire de Moscou en tête, investissent *via* des hommes de paille, d'énormes sommes dans les économies locales.

Le 6 décembre 2006, par 423 voix sur 450, la Douma demande à la communauté internationale de soutenir l'appel lancé le 18 octobre par le Parlement abkhaze au président russe de reconnaître l'Abkhazie comme un État indépendant. Le référendum sud-ossète sur l'indépendance est également approuvé par 410 voix. Ailleurs dans le monde, les manifestations nationalistes russes se multiplient (Guéneq, *Hérodote*). Côté russe, les conditions qui ont conduit au conflit d'août 2008 ont ainsi été patiemment mises en place.

Le passage à l'acte : les raisons de la reconnaissance russe des indépendances

Loin d'être une « mauvaise plaisanterie », comme le prétend le chef de la diplomatie suédoise Carl Bildt, en décembre 2009, devant les membres de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen (EUobserver, 10 décembre 2009), la décision russe de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie est l'aboutissement d'un processus politique longuement

32. Voir par exemple la conférence de presse organisée à Moscou les 15 et 16 septembre 2005 autour de Modest Kolerov, le directeur du département pour les liens interrégionaux et extérieurs près le secrétariat général du Kremlin, et de Konstantin Zatouline, directeur de l'Institut des Affaires de la CEI (*Eurasia Daily Monitor* du 19 septembre 2005, volume 2, n° 173).

mûri. Celui-ci ne devait peut-être pas aboutir nécessairement à la reconnaissance des indépendances – après tout, jusqu’à la crise d’août 2008, Moscou s’était satisfait du *statu quo* – mais il crée les conditions du passage à l’acte dans l’attente du moment propice. Après le conflit d’août, le Kremlin et la Douma reconnaissent l’indépendance. Ils le font dans un contexte géopolitique bien précis et exploitent au mieux les circonstances. Ils le font également parce que toutes les conditions d’un passage à l’acte avaient été déjà mises en place. Tentons d’avancer quelques explications.

Tout d’abord, on l’a dit plus haut, le contexte géopolitique des années 2000 n’est pas favorable à la Russie, qui ne cesse de reculer sur tous les grands dossiers stratégiques. Les mauvaises relations russo-géorgiennes ont donc pour toile de fond ces tensions internationales où la Géorgie prend vite, aux yeux des Russes, valeur de monnaie d’échange ou d’objet de chantage afin de faire pression sur les Occidentaux. En intervenant militairement en Géorgie, Moscou aurait voulu signifier qu’elle refuserait désormais de céder sur l’essentiel : l’entrée dans l’OTAN d’un pays de la zone CEI. D’autant plus qu’ils sont deux sur la liste des pays candidats à l’adhésion : la Géorgie et l’Ukraine. L’intervention aurait donc joué un rôle d’avertissement non seulement pour ces deux-là, mais pour les autres pays ex-soviétiques, comme l’Arménie par exemple, dont l’amorce de relations apaisées avec la Turquie a pu constituer une source de menace aux yeux des Russes. Le 8 juillet 2008, le ministre russe des Affaires étrangères avait d’ailleurs réaffirmé que l’accès de la Géorgie au Plan d’action en vue de l’adhésion à l’OTAN (MAP) pourrait « mettre une croix » sur le règlement des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud. La volonté manifeste, contenue dans la contre-attaque russe d’août 2008, d’humilier la Géorgie et les pays occidentaux plaide pour ce scénario. Au lendemain du conflit, certains journaux russes évoquent d’ailleurs une victoire contre une armée équipée à l’occidentale. Ce facteur seul, pourtant, n’explique pas l’abandon d’une politique vieille de plus de quinze ans. Il y en a d’autres, bien évidemment, car la formule qui provoque l’explosion d’août 2008 est d’une chimie d’autant plus complexe que les acteurs sont multiples et leurs intérêts contradictoires.

Autre facteur, donc, celui du désengagement du Caucase, et singulièrement de Géorgie, d’une Amérique pour qui la Russie commence à être perçue comme un allié essentiel dans le traitement du dossier du nucléaire iranien. Remarquons que les Géorgiens accueillent d’ailleurs favorablement le rapprochement turco-iranien actuel qui, espèrent-ils, créera les conditions d’un règlement du dossier et rendra l’aide de Moscou moins importante pour Washington. On notera, sur le même thème, l’agacement des capitales occidentales devant la gesticulation médiatique organisée par le président Saakachvili autour de chaque incident entre son pays et la Russie. Ce facteur ne peut avoir échappé à Moscou, pas plus que le climat de gêne créé dans certaines chancelleries occidentales par le précédent juridique

HÉRODOTE

que constitue, malgré le discours officiel³³, l'indépendance kosovare. Les autorités russes savent en profiter pour mettre en exergue les similitudes qui lient ce dossier à celles des sécessionnismes géorgiens. Elles sont aussi conscientes du fait qu'aucun pays occidental, à commencer peut-être par les États-Unis empêtrés en Irak et en Afghanistan, obnubilés par le dossier iranien, n'interviendra militairement pour défendre la Géorgie. Et, de fait, les suites du conflit ont montré que les réactions des capitales occidentales ne sont guère allées au-delà des condamnations de principe.

Un autre facteur est à prendre en compte : celui des transactions ouvertes ou secrètes des médiateurs internationaux et géorgiens avec un président abkhaze, S. Bagapsh, jugé par Moscou comme plus nationaliste que prorusse³⁴ et donc *a priori* plus enclin à choisir une issue à la question abkhaze allant dans le sens des intérêts de l'Abkhazie plutôt que dans ceux de la Russie. Le nationalisme de Bagapsh a d'ailleurs constitué l'une des raisons de la médiation musclée entreprise par Moscou pendant la présidentielle abkhaze de 2004 auprès des deux principaux candidats. Le Kremlin craignait que l'opposition entre les deux hommes ne dégénère en un conflit ouvert qui donnerait à Tbilissi une raison d'intervenir. Les tractations internationales ont été nombreuses depuis 1994 (plans Boden, Chevardnadzé, Saakachvili, Khaindrava, propositions multiples des Amis du secrétaire général de l'ONU³⁵, etc.) et Moscou n'a eu de cesse de les combattre

33. L'UE qualifie l'indépendance du Kosovo de cas *sui generis*, c'est-à-dire ne pouvant être considéré comme créant un précédent. Bruxelles s'appuie en particulier sur le statut de province autonome du Kosovo, défini par la Constitution yougoslave de 1974 qui lui conférait une certaine autonomie dans le cadre de la République de Serbie, ainsi que sur l'encadrement par l'ONU du processus de détermination du statut censé cautionner une démarche de la communauté internationale dans son ensemble.

34. Si S. Bagapsh est connu pour entretenir des liens avec Iouri Loujkov, le maire de Moscou, les structures de l'ancienne EDF russe, RAO UES (Bagapsh a dirigé Raochernomorenergo, une filiale de cette société), et A. Tchoubaïss, gravitent également autour de lui Yakhia et Inal Kazan, des hommes d'affaires américains d'origine abkhaze, que certains disent liés aux services spéciaux américains. Inal est le leader de l'organisation «Abkhazskiy alians» (l'Alliance abkhaze), implantée à Patterson dans le New Jersey (voir Dr. Yanal Kazan. http://www.abkhazalliance.com/images/Yanal_picture.JPG). Patterson est également le centre de la communauté adyghéenne (tcherkesse) américaine. Entre 1992 et 1999, Y. Kazan était considéré comme le représentant officieux du président abkhaze V. Ardzinba aux États-Unis et à l'ONU. À partir de 1999, il se met à critiquer le pouvoir et rencontre plusieurs fois Chevardnadzé et Saakachvili qui lui proposent leur plan pour régler le conflit. On comprend donc la méfiance nourrie par Moscou envers Bagapsh, d'autant plus que le candidat russe aux élections de 2004, R. Khadjimba, ancien chef du KGB d'Abkhazie sous le régime soviétique, est, lui, proche des services spéciaux russes.

35. Le Groupe des Amis du secrétaire général des Nations unies : France, Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne et Russie.

et de les contrer. Mais ces manœuvres diplomatiques se sont intensifiées au cours des mois qui précèdent le conflit d'août 2008. La source originare de cette forte activité diplomatique semble être le plan de réunification rendu public fin mars 2008 par le président géorgien, dans lequel l'Abkhazie se voit proposer une « autonomie illimitée » à l'intérieur d'une structure fédérale. À la suite de ce plan, l'Abkhazie, et dans une moindre mesure l'Ossétie du Sud, se retrouve au centre de l'attention de la communauté internationale. En mai, Irakli Alasania, le représentant de la Géorgie à l'ONU, effectue une visite secrète à Soukhoumi sous les auspices de l'UE et des États-Unis, avant d'y être remplacé, quelques jours plus tard, par une délégation européenne venue encourager la détente et convaincre les dirigeants abkhazes de reprendre le dialogue avec Tbilissi. Le 5 juin, le Parlement européen dénonce les récents déploiements militaires russes en Abkhazie sans l'accord de Tbilissi et l'ordre donné par le président russe à son gouvernement, en avril, d'intensifier la coopération avec les deux régions sécessionnistes géorgiennes. La résolution du Parlement exige le « retrait immédiat » des forces russes et propose une révision profonde du format des troupes de maintien de la paix de la CEI et de la MONUG sur place, avec un renforcement de la présence européenne. Il s'agit là d'un projet initié plus tôt par les quatre pays occidentaux du Groupe des Amis du secrétaire général (la Russie s'étant abstenue) à partir du plan Saakachvili. En juin 2008, ce dernier est à Saint-Petersbourg, au siège de l'OTAN puis à Berlin, où il rencontre la chancelière allemande et Condoleezza Rice. Des délégations abkhaze et géorgienne se rencontrent secrètement en Suède, S. Bagapsh, le président abkhaze, effectue un voyage privé à Paris, J. Solana s'arrête à Soukhoumi, tandis que la rumeur se met à courir que Tbilissi aurait proposé à Moscou une division de l'Abkhazie en zones d'influence (*Kommersant*, 26 juin 2008). Ce ballet diplomatique prend fin le 30 juin avec un plan allemand en trois étapes pour l'Abkhazie, qui n'aboutira pas, comme on le sait, les positions des principaux acteurs étant d'évidence irréductibles les unes aux autres. Quoi qu'il en soit, il y a bien au premier semestre 2008 une activité diplomatique exceptionnelle de la part des Occidentaux, qui peut avoir fait craindre à Moscou, comme l'écrit *Kommersant*, un règlement du conflit contraire à ses intérêts. Sur le terrain, comme à chaque fois que les parties se mettent à parler sérieusement de paix, les attentats sanglants auront été incessants en Géorgie et en Abkhazie, puis en Ossétie, avant d'aller *crescendo* jusqu'à l'explosion finale de la nuit du 7 au 8 août.

Le facteur énergétique avancé par certains, qui aurait poussé la Russie à attaquer la Géorgie pour priver les projets occidentaux (BTC, BTE, Nabucco, White Stream) de gaz et de pétrole, ne me paraît recevable que dans la mesure où Moscou aurait voulu occuper totalement la Géorgie ou y instaurer de force un régime politique à sa solde, ce qui reste à prouver. Pareille visée aurait en effet constitué aux yeux des Occidentaux et des Turcs une atteinte à leurs intérêts stratégiques.

HÉRODOTE

Au vrai, le territoire géorgien ne gêne pas les projets énergétiques russes. Ceux-ci, que ce soit en mer Noire (South et Blue Stream, Novorossiysk-Samsun, Burgas-Alexandroupolis) ou en Caspienne (CPC, gazoduc de la Caspienne), contournent tous la Géorgie et n'en sont en rien dépendants. La conférence qui a réuni du début à la mi-août 2008 à Astrakhan la Russie, l'Iran, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, entre autres autour des questions liées au statut de la mer Caspienne et à sa sécurité, a montré que la Russie cherchait en premier lieu à capter le gaz et le pétrole centre-asiatiques à leur source, c'est-à-dire en amont de l'isthme caucasien, via l'instauration d'un Forum économique de la mer Noire et le projet de gazoduc de la Caspienne qui, s'il voyait le jour, drainerait le gaz centre-asiatique vers un terminal russe en mer Noire.

Quel rôle a joué dans la décision russe la fermeture annoncée pour 2017 de la base navale de Sébastopol ? Même si la prorogation de la location de la base jusqu'en 2042, acceptée en avril 2010 par le nouveau président ukrainien, a remplacé ce facteur en arrière-plan, cette question mérite d'être posée. En effet, avant l'arrivée de M. Ianoukovitch au pouvoir il est presque acquis que le bail de la base s'achèvera comme prévu en 2017³⁶. Mme Timochenko, et le président sortant, M. Iouchenko, en font un argument électoral. Le port militaire de Novorossiisk (Kouban) ne pouvait être suffisamment agrandi d'ici à 2017 pour plusieurs raisons : la crise économique aura fortement plombé les budgets de construction de la marine, la construction des infrastructures olympiques monopolise tous les ingénieurs et les entreprises de BTP de la région et, enfin, le port militaire de Novorossiisk doit être dragué de ses milliers de mines souvenir du second conflit mondial (Sidorov, interfax-Russia.ru). Pour y pallier face à l'urgence, Moscou devait trouver d'autres bases pour y répartir ses navires³⁷. Or les seuls ports en eau profonde implantés dans la région dans une région alliée sont ceux d'Abkhazie. L'indépendance de cette région était la condition *sine qua non* d'un tel projet. Aujourd'hui, seuls quatre à huit patrouilleurs du FSB (voir tableau ci-dessous) ont été déployés à Ochamchira, mais il est vrai que la

36. Le 15 avril 2008, lors de sa visite en Russie, le ministère ukrainien des Affaires étrangères, Vladimir Ogryzko, remet un mémorandum à son homologue russe fixant les étapes du retrait de Crimée de la flotte de mer Noire. Selon le ministre, celui-ci devait être achevé avant le 28 mai 2017.

37. Le programme fédéral « Construction d'une base navale sur le territoire de la Fédération russe pour la flotte de mer Noire 2005-2020 », rendu public en 2004, n'avance que très lentement. Il prévoit la construction de plusieurs bases : Novorossiisk (grands bâtiments de combat), Temriouk (infanterie de marine et petits navires de combat), Outach (gardes-côtes), Eïsk (centre d'essais en vol), Natukhaevskaya et Semigor (entrepôts, dépôts de munitions). L'ensemble est évalué à 92 milliards de roubles, soit 2 milliard d'euros (Itar-Tass, 15 juillet 2009).

prorogation du bail de Sébastopol a rendu moins urgente la question de l'implantation de la flotte russe de mer Noire. L'avenir dira donc si cette hypothèse avait un sens. L'avenir de Sébastopol nous amène naturellement à étudier la question du dispositif militaire russe au Nord-Caucase. C'est là un facteur primordial dans la mesure où celui-ci est le plus important de Russie. Le Nord-Caucase accueille près de 250 000 soldats russes, les unités les plus opérationnelles et aguerries par quinze ans de conflit. Ce dispositif est complété par celle des forces de maintien de la paix en Abkhazie et en Ossétie, par les troupes de marine de Sébastopol, déjà plusieurs fois débarquées dans le passé sur les rivages géorgiens, et les troupes dépêchées en Abkhazie en mai, objet de la condamnation européenne évoquée ci-dessus³⁸. Ce sentiment d'invincibilité militaire, couplé au mépris des militaires russes pour M. Saakachvili, n'explique pas seul le passage à l'acte russe, mais il n'a pu que conforter encore le pouvoir politique russe dans sa certitude que nul ne viendrait se battre pour les Géorgiens.

Enfin, on peut imaginer – et cette hypothèse vient recouper l'analyse faite *supra* sur l'importance stratégique de l'Abkhazie aux yeux des militaires russes – que le Kremlin aurait pu décider de supprimer définitivement cette épine diplomatique que constitue depuis quinze ans la question des sécessionnismes géorgiens alors qu'approchent les jeux Olympiques d'hiver de 2014³⁹ et que, loin d'être abattu par la défaite, le gouvernement géorgien se déclare prêt à réarmer. Dans une interview à l'agence officielle RIA Novosti le 16 janvier 2009, le ministre russe des Affaires étrangères S. Lavrov confirme indirectement ce scénario en l'habillant d'une rhétorique de défense des peuples sud-ossète et abkhaze face à l'intransigeance de Tbilissi⁴⁰. Mais cette déclaration sonne tout aussi bien comme l'aveu implicite que cette défense des Abkhazes et des Sud-Ossètes, qui par ailleurs disposent aussi de la citoyenneté russe⁴¹, n'a constitué qu'un alibi. Quoi qu'il en soit, quelle meilleure

38. Début mai 2008, l'équivalent d'un bataillon (400 hommes) de la 7^e division aéroportée de Novorossiisk est déployé près de deux villes abkhazes, Okhoureï et Tkvarchéli, en face, donc, de la haute Kodori (qu'elles contribueront d'ailleurs à prendre aux Géorgiens en août. Le 31 mai, ce sont à nouveau 400 hommes des troupes de chemin de fer russes qui sont dépêchés en Abkhazie pour réparer le tronçon de voie ferroviaire Soukhoumi-Ochamtchira.

39. Est-ce un hasard si, le 5 août 2009, le Russe Vadim Brovtsev, directeur général de la société de BTP Vermikoulit de Tcheliabinsk qui participe à la construction des sites olympiques à Sotchi, a été nommé premier ministre d'Ossétie du Sud ?

40. « Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'existe pas d'autre voie pour assurer la sécurité et la survie des peuples sud-ossète et abkhaze que la reconnaissance de leur indépendance et la signature avec elles d'un Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. »

41. Il convient toutefois de minorer cette assertion dans la mesure où, en Abkhazie, les Mingrèles non seulement n'ont jamais eu accès à la nationalité russe, mais encore ne peuvent que difficilement obtenir des papiers abkhazes. Quant à l'Ossétie du Sud, depuis le nettoyage

façon d'atteindre ce but que de transformer le Kremlin en unique interlocuteur des gouvernements abkhaze et sud-ossète *via* la reconnaissance des indépendances. Celles-ci entraînent en effet par contrecoup le départ d'Ossétie et d'Abkhazie des organisations internationales qui y travaillaient, ONU (MONUG, Amis du secrétaire général) et OSCE en premier lieu, laissant la Russie seule maîtresse dans ces deux régions. N'en déduisons toutefois pas que S. Bagapsh en Abkhazie ou E. Kokoity en Ossétie ne disposent d'aucune latitude politique, mais celle-ci est bien entendu fortement bornée par le caractère artificiel de l'indépendance⁴² et par les intérêts stratégiques russes. Les intérêts des uns et des autres peuvent d'ailleurs se recouper, entre autres dans les domaines économique, militaire et sécuritaire mais aussi diplomatique. La diplomatie abkhaze utilise ainsi à plein les canaux du ministère russe des Affaires étrangères pour nouer des contacts en Amérique latine et dans certains pays du Proche et du Moyen-Orient.

Il convient d'insister sur ces intérêts économiques russes. C'est là un facteur, moins voyant que les précédents, mais qui a certainement joué un rôle très important dans la reconnaissance des indépendances par le gouvernement russe. Même si la loi abkhaze n'autorise pas en théorie les étrangers à acheter des biens immobiliers ou fonciers, ceux-ci, Russes dans leur immense majorité, personnalités morales ou juridiques, ont toujours réussi à contourner cette loi *via* des sociétés écrans ou des hommes liges. Dès la fin des années 1990, ce sont des pans entiers de l'économie abkhaze qui sont ainsi tombés entre les mains d'investisseurs russes, souvent des oligarques proches du pouvoir ou des hommes politiques, voire des hommes qui sont les deux à la fois, comme le maire de Moscou Iouri Loujkov. La crise en Adjarie au début de 2005 a mis en exergue l'implication de ce personnage dans les économies locales où il a beaucoup investi dans le secteur du tourisme, par exemple. En Abkhazie il entretient des liens étroits avec la famille de l'ancien président Ardzinba, aujourd'hui décédé, et avec S. Bagapsh. Le maire de Moscou, dont on connaît la fortune, le poids politique et le soutien qu'il apporte aux partis séparatistes russes en Crimée⁴³, est un acteur de longue date de la scène

ethnique qui a visé les Géorgiens après le conflit d'août 2008, c'est un désert quasi vide d'hommes. La plupart des Sud-Ossètes travaillent en Ossétie du Nord. Cette réalité démographique aurait-elle pu pousser Moscou à agir avant que l'Ossétie du Sud ne se soit entièrement vidée de sa population, laissant le champ libre à un repeuplement géorgien ?

42. Seuls en effet la Russie, le Nicaragua, l'île de Nauru et le Hamas palestinien ont reconnu les indépendances abkhaze et sud-ossète.

43. Iouri Loujkov participe ainsi *via* le budget de la ville de Moscou, au financement du Bloc russe et de la Communauté russe de Crimée (ROK), les deux principaux mouvements irrédentistes russes de Crimée (Taras Kuzio, *Yanukovich's Election Opens Up Crimean Separatist Threat*, Jamestown Foundation, février 2010).

politico-économique adjare, abkhaze et sud-ossète. C'est une société de BTP proche de la mairie de Moscou, SU-155, qui a ainsi récemment encore remporté le marché de la reconstruction de la banlieue de Tskhinvali. Les régions du sud de la Russie ont également beaucoup investi en Abkhazie dans le domaine du tourisme et des centres de cure. Les militaires russes eux-mêmes disposent en Abkhazie de plusieurs centres de repos dont le grand complexe balnéaire du centre de Soukhoumi, par exemple, qui appartenait déjà à l'armée soviétique. Quant au FSB, le service de sécurité intérieure russe, il occupe toujours près de Gagra le centre de repos du défunt KGB. Dès lors, une question s'impose : pourquoi ces hommes d'affaires, fins connaisseurs des arcanes politiques locales, ces particuliers, pour certains issus de l'armée ou du FSB, ces régions russes, etc. auraient-ils investi une partie de leur fortune, tant d'argent, dans des régions toujours en théorie sous juridiction géorgienne s'ils n'avaient été certains que Moscou ne laisserait jamais Tbilissi recouvrer son unité territoriale ? Leur rôle dans le processus qui a conduit le Kremlin à reconnaître les indépendances est difficile à évaluer. Les observateurs, toutefois, savent que les sommes en jeu sont aussi considérables que l'influence politique de ces différents acteurs est immense. Aussi n'est-il pas illégitime de leur concéder un certain poids, sinon un poids certain, dans la décision du Kremlin. N'avait-on pas, après tout, déjà pressenti ce poids dans le soutien apporté par Moscou au candidat Ianoukovitch lors de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004 ?

Conclusion

Avec le temps et les circonvolutions de la géopolitique mondiale et régionale, les forces pesant sur le pouvoir politique russe pour le pousser à reconnaître les indépendances abkhaze et sud-ossète se sont de toute évidence faites de plus en plus insistantes. Ont-elles fini par abattre les dernières réticences du Kremlin alors que la diplomatie américaine est paralysée par la passation de pouvoir entre George Bush et Barack Obama qui, vu de Moscou, apparaît comme faible et, comparé à son concurrent John McCain, enclin au compromis ? L'alibi de cette guerre, on l'a vu, est en place depuis plusieurs années : il s'agit de la « défense des citoyens russes » (Medvedev) vivant dans les deux régions sécessionnistes. Quoi de plus normal qu'un pays se porte au secours de ses citoyens dès lors que leur vie est menacée ? Mais la vraie question est surtout comment, par quel tour de passe-passe juridique et diplomatique ces Abkhazes et ces Sud-Ossètes, officiellement citoyens géorgiens, car vivant depuis 1991 à l'intérieur de frontières internationalement reconnues comme étant celles de la république de Géorgie, ont pu du jour au lendemain se réveiller avec la nationalité russe ? Il est difficile de voir

HÉRODOTE

dans la réponse à cette question autre chose qu'un truisme : guerre ou pas, intention préconçue de reconnaître les indépendances ou pas, Moscou préparait bien depuis des années la russification culturelle, juridique, économique et politique des deux enclaves géorgiennes. La « guerre des cinq jours » n'aura en définitive fait qu'ajouter au concept de reconnaissance tacite des indépendances par la Russie l'expression « *de jure* » qui lui manquait. Quoi qu'il en soit, avec cette paralysie de la diplomatie américaine et l'incompréhensible incursion militaire géorgienne du 7 août, toutes les conditions sont pour la première fois réunies pour pousser Moscou à reconnaître les indépendances.

Cette intervention géorgienne est, bien entendu, l'élément qui va pour la première fois provoquer la mise en contact des facteurs évoqués ci-dessus avec des circonstances politiques extérieures favorables à Moscou. Elle ne va pas seulement fournir aux forces armées russes une raison de contre-attaquer, elle va quasi légitimer cette contre-attaque au sens où les « Sud-Ossètes » – quelle que soit la réalité ethnique, politique, militaire et démographique qui se cache derrière ce mot – sont brusquement entrés dans les pages des journaux occidentaux comme un peuple victime d'un homme, M. Saakachvili, que la propagande russe présentait depuis longtemps à l'opinion internationale comme un fou dangereux. Moscou avait sur place – en Ossétie du Sud, ou, de l'autre côté du tunnel de Roki, en Ossétie du Nord – les moyens militaires suffisants pour éviter que de simples escarmouches et attentats, comme la région en connaissait tous les étés depuis 1991, ne dégénèrent en conflit ouvert. Si Moscou avait voulu éviter la guerre, il lui suffisait de renforcer sur place son contingent militaire, dont la mission était précisément de « maintenir la paix », et de faire pression sur des dirigeants sud-ossètes après tout de nationalité russe, selon la rhétorique du Kremlin. Il lui suffisait aussi d'interdire le passage de la frontière à ces centaines de volontaires nord-caucasiens, abkhazes, anciens d'Afghanistan et autres Cosaques dont le « président » sud-ossète E. Kokoity évoque la présence en Ossétie le 4 août 2008 et V. Vodolatskiy, ataman des Cosaques du Don, le 5 août. Il lui suffisait encore d'ordonner aux officiers russes encadrant l'armée et les milices sud-ossètes de cesser leurs tirs.

Les suites politiques du conflit montrent que c'est surtout l'Abkhazie que visait la Russie. Les accords économiques, culturels, juridiques, législatifs, sociaux, universitaires, militaires, sécuritaires, énergétiques, sanitaires, etc. passés entre le Centre et les régions russes, d'une part, et le territoire sécessionniste, d'autre part, frappent par leur nombre et par le court laps de temps dans lequel ils sont signés. Les frontières des deux régions sécessionnistes avec la Géorgie sont imposées à Tbilissi suivant – symbole fort – le tracé fait par les bolcheviks en 1921. La haute Kodori et le district d'Akhalgori, deux portions des territoires abkhaze et sud-ossète, qui n'en avaient pourtant jamais fait partie, leur sont ainsi rattachés après que la présence géorgienne en a été éliminée. Même s'il ne fait plus la une

Hérodote, n° 138, La Découverte, 3^e trimestre 2010.

des journaux, ce conflit n'est pas terminé. Il perdure par d'autres moyens plus classiques, *via* l'aide matérielle et financière apportée par le Kremlin à l'opposition géorgienne, *via* l'habituel déchaînement médiatique contre M. Saakachvili, et ne s'achèvera que lorsqu'un gouvernement prorusse se sera installé à Tbilissi après avoir accepté de placer entre les mains des Russes une partie de sa politique étrangère. Le récent succès aux élections municipales du parti présidentiel et de partis de l'opposition démocratique et patriote écarte toutefois pour l'instant cette perspective.

De leur côté, Abkhazes et Sud-Ossètes ont choisi la Russie comme garant de leur indépendance et de leur culture. Il n'est pas sûr que ce choix se révèle pertinent. Le passé récent (sans même parler du passé lointain, celui des conquêtes tsaristes pendant lesquelles l'identité des peuples de la région fut surtout préservée à coups de sabres et les peuples eux-mêmes contraints de se russifier ou d'émigrer) montre que la Russie a toujours servi ses propres intérêts avant ceux des peuples autochtones. Soukhoumi et Tskhinvali peuvent se donner des airs d'indépendance, il n'en demeure pas moins que la reconnaissance de Moscou a de fait transformé leurs « frontières » avec la Géorgie en une minuscule portion de l'immense frontière de la Fédération russe⁴⁴. Les territoires abkhaze et sud-ossète sont désormais inclus dans la zone de responsabilité du FSB et dans la structure opérationnelle de la région militaire du Nord-Caucase. Le président Bagapsh peut bien appeler la diaspora abkhaze de Turquie à revenir sur la terre de ses ancêtres, celle-là ne parle plus abkhaze depuis longtemps. Il peut bien organiser des forums sur la défense de la langue abkhaze, la population ne parle pas une autre langue que le russe. Les Abkhazes peuvent bien se découvrir une identité musulmane, c'est à Moscou que sera fixée la liste des pays avec lesquels ils seront autorisés à parler religion.

Demeure la question essentielle : quel peut bien être l'avenir de ces petits territoires abkhaze et sud-ossète dont la majorité de la population possède désormais la citoyenneté russe, ne s'exprime qu'en russe et n'a accès qu'à des médias s'exprimant en russe, a pour monnaie le rouble russe, pour armée et gardes-frontières l'armée et les gardes-frontières russes, dont le développement économique dépend entièrement du dynamisme des régions russes voisines et des investisseurs russes ? Quel peut bien être leur avenir, sinon celui que leur imposera la Russie ?

44. Voir sur le sujet, par exemple, l'interview sans ambiguïté du porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, S. Malov (NIA « Nijni-Novgorod », Irina Otmakhova, 28 mai 2009).